

# ADEA Triennale 2012

Triennale 2012 de l'ADEA sur  
l'éducation et la formation en Afrique  
(Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

**Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques  
pour le développement durable de l'Afrique :  
comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes  
d'éducation et de formation**

## PROGRAMME ANNOTE



## REUNIONS DE CONCERTATIONS

---

### **SAMEDI 11 FEVRIER**

---

#### **09:00 – 16:30 Journée de la Diaspora (un programme séparé sera distribué)**

Le but de la Journée de la Diaspora africaine est d'attirer et de rassembler les Africains et les descendants d'Africains au sein de la diaspora et dans ses organisations. L'idée est de les inciter à partager leurs expériences et les initiatives qu'ils entreprennent actuellement, notamment dans l'éducation, la science et la technologie, les TIC, l'innovation et l'entrepreneuriat, qui peuvent être utiles au continent.

---

### **DIMANCHE 12 FEVRIER**

---

#### **9:00 – 16:30 Journée Afrique-Corée (un programme séparé sera distribué)**

Au fil des ans, la République de Corée du Sud a développé une approche stratégique dans le cadre de sa coopération avec l'Afrique, basée sur des partenariats impliquant le partage de connaissances, d'expériences et de compétences. La philosophie/l'hypothèse qui sous-tend cette approche s'explique par le fait que la Corée du Sud considère avoir vécu au cours de son histoire les mêmes problèmes de développement que l'Afrique et que, ayant réussi à les surmonter, son expérience pourrait être utile aux pays africains. Un des aspects de la stratégie de partage des expériences et des connaissances que poursuit la Corée en Afrique porte sur la contribution de l'éducation, de la formation et de la recherche au développement durable. C'est dans le cadre de cette stratégie que l'ADEA veut impliquer les partenaires sud coréens dans les discussions de sa Triennale qui se déroulera au Burkina Faso en février 2012.

---

**LUNDI 13 FEVRIER**

---

**08:30 – 13:00 Cérémonie officielle d'ouverture (un programme détaillé sera distribué)**

En présence des Chefs d'Etat du Burkina Faso et des pays invités; du Président de la Commission de l'Union africaine et d'autres invités d'honneur (un programme séparé sera distribué).

- Accueil des Chefs d'état
- Remarques introductives des officiels
- Interventions des Chefs d'Etat invités
  
- Discours d'ouverture S.E. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso
- Brève présentation de la trame commune du thème de la Triennale Ahlin Byll-Cataria (Secrétaire Exécutif de l'ADEA)
- Messages présentés aux Chefs d'Etat par les principales parties prenantes (ministres EFTP, FAWE, secteur privé, société civile, jeunes)
  
- Table ronde avec les Chefs d'Etat et les principales parties prenantes Animée par Jeff Koinange (Journaliste kenyan-K24)

---

**13:00 – 14:00**

***Pause déjeuner***

---



**14:00 – 18:00 SESSION 1 – Présentations introductives sur le travail analytique et les concertations sur l'éducation et la formation pour le développement durable**

14:00 – 16:00	Présentations	Président : Ahlin Byll-Cataria (Secrétaire Exécutif de l'ADEA)
	- L'Afrique dans 50 ans	Groupe de la Banque africaine de développement
	- Présentation de la logique et de la trame commune du programme de la Triennale	Ahlin Byll-Cataria (Secrétaire Exécutif de l'ADEA)
	- Rapport de la synthèse générale	Coordonnateurs généraux
	- Discours introductif	Alioune Sall

---

16:00-16:30

*Pause Café*

**16:30 – 18:00 Session plénière**

- |  |                            |
|--|----------------------------|
| - Table ronde sur les 4 piliers du développement durable | Modérateur : Jeff Koinange |
| - Discussions  |                            |

**19 :30 - 22 :00 - Dîner offert par le pays hôte**

## Description de la session plénière

### Les 4 piliers du développement durable

Le développement durable implique des changements systémiques à quatre niveaux : économique, environnemental, sociétal et politico-culturel. Au niveau économique, il exige d'abandonner le modèle actuel de croissance économique qui surexploite les ressources naturelles pour la production de biens pour un modèle qui utilise les mêmes ressources, mais de manière plus rationnelle et durable tout en générant de la croissance. Au niveau environnemental, il exige de porter une attention particulière à la protection et à la préservation des écosystèmes de la planète qui permettent la vie. Le changement climatique actuel et ses effets dévastateurs sont les résultats directs des attaques constantes de l'Homme sur les écosystèmes. Au niveau sociétal, il exige de s'écarter des situations propices aux conflits caractérisées par des inégalités et l'absence d'équité dans le contrôle et l'accès aux ressources pour aller vers des sociétés inclusives débarrassées des sources de conflits sociaux comme la pauvreté abjecte, la marginalisation et la discrimination. Au niveau politico-culturel, il exige que soient mis en place des systèmes de gouvernance plus consensuels et démocratiques. Cependant, ces systèmes ne peuvent être pérennes que si les sociétés cultivent la compréhension culturelle et spirituelle qui engendrera tolérance et solidarité.

Ces quatre dimensions sont liées et complémentaires et impliquent un changement du mode de pensée, des valeurs, des connaissances et des compétences. Elles présentent des activités d'apprentissage qui impliquent de désapprendre ou de se défaire des anciens paradigmes d'appréhension du monde et opter pour de nouveaux modes pérennes pour atteindre les objectifs du développement. .

### Objectif de la session :

Ce panel demande aux décideurs et à leurs partenaires techniques et financiers de définir des politiques et des approches pouvant renforcer le lien entre éducation et développement durable.

**Modérateur :** Jeff Koinange

### Panélistes :

S.E. Prof. Sam Ogeri (Ministre de l'éducation, de la science et de la technologie du Kenya/  
Président du Bureau des ministres de l'ADEA)

Saïd Aïdi (ancien Ministre de la formation technique et du travail - Tunisie)

Aboubacar Issa (consultant auprès de l'Observatoire du Sahel / Spécialiste de l'environnement et du changement climatique)

Hassan Baka (Secrétaire Exécutif de l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger)



---

**MARDI 14 FEVRIER****7:00-8:30 -- Réunions en marge**

Le Printemps arabe : le cas de la Tunisie -- cette réunion sera l'occasion de faire une analyse croisée du cas de la Tunisie par rapport au monde arabe et au continent africain dans son ensemble.

- À partir du cas de la Tunisie, analyser les raisons profondes du Printemps arabe
  - Tirer des enseignements de la Triennale : éducation et formation pour le développement durable
- Salle** : centre de conférence international  
Modérateur : à confirmer  
Panélistes : Saïd Aïdi, Salah Hannachi, Samir Aita; Kamel Ayadi et d'autres participants tels que les ministres des pays d'Afrique subsaharienne

---

**09:00 – 10:30**      **Session plénière –Introduction aux sous-thèmes et sessions parallèles**

- Leçons tirées des sous-thèmes 1,2 et 3 et implications/logique du choix des sessions parallèles
- Président : Hamidou Boukary  
Coordonnateurs thématiques

---

**10:30 – 11:00***Pause-café*

---

**11:00 – 12:30**

- Présentation par le pays hôte – Burkina Faso
- Président : S.E Rosalie Kama- Niamayoua

---

**12:30 – 14:00***Pause déjeuner*

---

**14:00 – 16:00****Sessions parallèles (axées sur le sous thème 1)****Salles**

- ST1-a: développement de la petite enfance, langue et alphabétisation et, culture de la lecture
- ST1-b: compétences de base/sociales, éducation pour la paix et gestion des réponses aux situations post conflits
- ST1-c: réforme des curricula, pédagogie, éducation et évaluation des enseignants

- ST1-d: alternatives éducatives, inclusivité, compétences pour le développement rural et nécessité de conclure des partenariats
- ST1-e: Education et formation pour les populations nomades

16:00 – 16:30

*Pause café*

16:30 – 18:00

**Session plénière**

Président : à déterminer

- Compte rendu des sessions et des discussions parallèles

Rapporteurs : à déterminer

**18 :30 - 20 :00**

**Réunion en marge**

La communication est une dimension essentielle du développement durable

- Souligner le rôle important de la communication dans la construction de sociétés démocratiques ouvertes et inclusives

**Salle** : centre de conférence internationale

Modérateur: M. Samir Aïta

Panelistes : à confirmer

Contact : Thanh-Hoa Desruelles (ADEA)

- Partager des expériences novatrices et prometteuses



## Description des sessions parallèles

### ST1-a: Développement de la petite enfance, langue d'enseignement dans les premières années et culture de la lecture

#### *Le développement de la petite enfance*

On a fait ressortir de manière très convaincante que les six premières années de la vie constituent la période la plus importante pour le développement du cerveau de l'enfant. Une stimulation positive du cerveau au cours de ces premières années prépare le terrain pour construire les capacités de l'enfant à apprendre, construire des compétences linguistiques et échanger avec les autres à l'avenir. La qualité de l'apprentissage préélémentaire est essentielle pour la réussite scolaire ultérieure de l'enfant.

#### *Langue et alphabétisation*

Pour le groupe d'enfants et d'adolescents en âge scolaire, l'accent est de plus en plus mis sur les compétences linguistiques et de lecture, les compétences cognitives de base, ainsi que les compétences nécessaires à la vie de tous les jours (y compris l'éducation à la santé) et les compétences sociales/citoyennes. Une série d'organisations internationales basées en Afrique ont beaucoup œuvré pour développer, tester et promouvoir l'acquisition de compétences dans ces domaines. Néanmoins, il existe encore des problèmes importants au niveau des agendas linguistiques et d'initiation à la lecture.

Dans un grand nombre de pays d'Afrique, la maîtrise de la langue et son usage effectif dans la communication sont devenus un point important en raison des préférences politiques concernant l'utilisation de la langue de la métropole comme langue d'enseignement à presque tous pour ne pas dire tous les niveaux d'apprentissage. Dans le même temps, la valeur de l'apprentissage de base dans la langue maternelle est largement reconnue. On reconnaît également que les contraintes d'utilisation d'une seconde langue étrangère comme vecteur d'enseignement dans les écoles sont plus sévères dans l'enseignement de base où s'acquièrent les compétences cognitives et les connaissances de base.

#### *Lecture dans les premières années*

La capacité à lire et à écrire est directement liée à l'acquisition des langues. La maîtrise de la langue facilite l'acquisition de la lecture et de l'écriture. Ainsi, lorsque que la langue d'enseignement n'est pas la langue maternelle, la lecture semble être la première touchée. Mais également dans le cas de l'apprentissage de la lecture il apparaît clairement que des méthodes d'enseignement médiocres exacerbent les problèmes des enfants en matière d'apprentissage de lecture et d'écriture.

Cette préoccupation concernant l'acquisition de la lecture dans les pays africains n'est pas récente. Mais ces dernières années ont apporté beaucoup de preuves sur le faible niveau des acquis, indiquant combien la situation est devenue sérieuse. Diverses études ont constaté que dans la plupart des pays à faibles revenus et même des pays à revenus moyens, 25 à 75 % des élèves en deuxième année d'école ne savent pas du tout lire. Un pourcentage important d'enfants quittent l'école sans être fonctionnellement capables de lire et d'écrire.

#### **Objectifs des sessions parallèles :**

- Identifier les facteurs de risques majeurs qui fragilisent les résultats de l'éducation et la productivité des adultes dans les premières étapes de l'apprentissage.
- Examiner les priorités en matière de développement des compétences en début d'apprentissage
- Analyser les interventions prometteuses et leurs résultats qui indiquent la voie vers l'avant

- Identifier les aspects importants d'un environnement propice qui peuvent permettre à cela de fonctionner.

**Panélistes :**

Esther Oduolowu (Université d'Ibadan)  
Meena Cabral (OMS)  
Luis Crouch (GPE)  
Beartrice Konfe (ANTBA)  
Yumiko Yokozeki (UNICEF)

Intervenant : Bob Prouty (GPE)

Contributions supplémentaires :  
Pablo Stansbery (GTDPE / SCF)  
Helen Abadzi (Banque mondiale)

**Encadrement de la session :**

Modérateur : Ann-Therese Ndong-Jatta (Directrice, UNESCO-BREDA)  
Rapporteur : Rokhaya Diawara (UNESCO-BREDA)



## ST1-b: Compétences de base/sociales, éducation pour la paix et gestion des réponses aux situations post conflits

### *Compétences de base*

Les compétences de base sont considérées comme essentielles dans tout programme d'apprentissage de base à l'intention des enfants, des jeunes ou des adultes. De ce fait elles font de plus en plus partie de l'apprentissage à l'école ainsi que des programmes d'éducation non formelle pour les jeunes et les adultes marginalisés et défavorisés. Cependant, les compétences pour la vie peuvent être définies de diverses façons et revêtent donc diverses formes en fonction du contexte social général et des situations réelles de la vie.

### *Compétences sociales*

Par opposition, les compétences sociales sont considérées comme « la capacité à établir des relations avec les autres ». Cette catégorie englobe trois types de compétences : la capacité de se comporter avec les autres, la capacité à coopérer, et la capacité à gérer et résoudre les conflits.

### *Éducation pour la paix*

La plupart des guerres se déroulent dans les pays en développement - notamment en Afrique - où l'on trouve le plus grand nombre d'enfants soldats. Les enfants et les jeunes gens vivant dans ces pays ont bien peu de probabilités de bénéficier d'un enseignement, en partie à cause des circonstances dans lesquelles ils vivent, et en partie parce que l'éducation pour les enfants et les jeunes dans de telles circonstances n'est pas considérée comme une priorité publique ou un impératif pour les réponses humanitaires.

### **Objectifs de la session parallèle :**

- Analyser comment la vie et les compétences sociales peuvent s'acquérir à travers une éducation formelle et non formelle et quels sont les facteurs qui encourageraient la réalisation de ces compétences de base.
- Examiner la nature de « l'éducation pour la paix » et les stratégies de construction de la paix dans l'éducation, et comment les écoles peuvent effectivement contribuer à la prévention et à la résolution de conflits.
- Identifier les facteurs essentiels dans un environnement social plus large, notamment les aspects de renforcement des capacités qui ont un impact sur le fonctionnement des écoles dans les situations de crise et de relance post-crise.

### **Panélistes :**

Hind Omer (UNICEF-ESARO)  
Sherri LeMottee PQIP-PE  
Francois Rwambonera (RWANDA)  
Annette Scheunpflug (GIZ)  
Angela Arnott (GTGEAP)

Intervenant : Joshua Baku (ERNWACA)

Contributions supplémentaires :

Arne Carlsen (Directeur UIL, Hambourg)

### **Encadrement de la session**

Modérateur: Prof. Charles Nzioka (kenya)

Rapporteur: Cherif Diarra (GTGEAP)

## ST1-c: Réforme des curricula, pédagogie, formation et évaluation des enseignants

### *L'EDD et la réforme de l'éducation*

L'EDD a des implications sur la réforme de l'éducation sur au moins trois plans : la restructuration de la fourniture d'éducation, la réforme extensive du programme et l'analyse de la qualité réelle de l'enseignement et de l'apprentissage pour plus d'efficacité et pour assurer un impact continu sur l'environnement et la société. Et surtout, se contenter d'améliorer la quantité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie ne suffira pas pour promouvoir des sociétés pérennes. Il faut améliorer la qualité de l'éducation et de la formation, notamment la pertinence et l'à propos.

### *Réformer les curricula et la pédagogie*

L'introduction dans le système d'éducation des curricula basé sur les compétences devra se faire de manière holistique en faisant le lien entre la réforme du programme et les changements majeurs dans la formation et le développement des enseignants, les matériels de soutien didactique, l'utilisation des TIC et, la direction de l'école, la gestion et la supervision et les pratiques d'évaluation ; de plus, ceci devrait englober toutes les formes d'éducation, notamment le développement de la petite enfance, les formes d'apprentissage informel et non formel - créant ainsi des « écoles sans murs ».

### *Formation et soutien des enseignants*

Modifier les styles pédagogiques et l'interaction en classe constitue un défi important pour les enseignants et pour les instituts et les programmes de développement et de formation des enseignants. Les défis sont en partie au niveau des compétences pédagogiques, mais il y a plus. Il y a d'autres questions telles que le développement d'un état d'esprit très différent sur le rôle et les responsabilités des enseignants et des apprenants dans le processus pédagogique. Les enseignants ont besoin d'aide pour comprendre à quoi ils s'exposent et accepter ce qui pourrait constituer une charge de travail supplémentaire. Ceci en soi peut-être un problème important, notamment dans les pays où la motivation et l'engagement des enseignants a été impacté négativement par la baisse des salaires et les conditions de travail médiocres.

### *Ressources pour l'apprentissage*

Une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage dans le cadre d'une réforme du programme scolaire en faveur d'un développement plus vaste et durable des compétences d'apprentissage pourrait grandement profiter d'une application systématique des TIC. Ces dernières décennies, les TIC ont fait leur entrée dans les écoles et les centres d'apprentissage sur le continent, mais leur utilisation réelle à des fins administratives ou d'enseignement reste très éparse et limitée.

### *Evaluation*

L'évaluation de l'apprentissage du système a révélé de très sérieux problèmes au niveau de la réalisation des résultats escomptés dans l'éducation et donc dans le processus d'enseignement et d'apprentissage. Dans un contexte où l'on ressent sérieusement la nécessité d'insister sur l'acquisition effective d'un socle commun de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie, l'évaluation sert à passer en revue ce qui se passe dans l'éducation.

### **Objectifs de la session parallèle :**

- Analyser les faiblesses importantes des pratiques actuelles d'enseignement et d'apprentissage et les défis auxquels s'attaquer pour les surmonter.
- Examiner les points d'entrée principaux pour une réforme exhaustive et holistique du des curricula (englobant l'éducation des enseignants) et leurs impacts mutuels.

- Analyser les progrès vers une réforme exhaustive des curriculas basé sur les compétences et des pratiques en classe axées sur les apprenants, et identifier les points de déclenchement importants pour un changement durable.
- Examiner le potentiel pour un usage plus important et plus efficace des TIC et des ressources matérielles dans le cadre d'un enseignement et d'un apprentissage axés sur les compétences.
- Examiner le rôle de l'évaluation des systèmes - et des classes - pour aller vers des politiques et pratiques qui stimulent l'apprentissage

#### **Panélistes :**

Hassana Alidou (BREDA)  
 Herme Moshia (GTLME)  
 Jim Ackers (UNICEF)  
 Atsushi Matachi (JICA)  
 Demus Makuwa (SACMEQ)

Intervenant 1: Arnaldo Nhavoto, Directeur IICBA, Addis Abeba

Intervenant 2: Paul Wasanga, Directeur général du Kenya National Examinations Council et Président de l'Association for Educational Assessment in Africa (AEAA)

Contributions supplémentaires :

Sushita Gokool-Ramdoos  
 Oswald Koussihouede (PASEC)

#### **Encadrement de la session**

Modérateur: Virgilio Juvane (GTPE)

Rapporteur: Dan Thakur (CIDA)

### **ST1-d: Alternatives en matière d'éducation, inclusivité, compétences pour le développement rural et nécessité de conclure des partenariats**

Les contributions ont montré que la Biennale de Maputo a inspiré les pays à faire avancer leur système éducatif et à aller vers une approche holistique et intégrée, et à adopter une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Il existe essentiellement deux stratégies complémentaires pour une plus grande inclusivité ; a) les approches innovantes pour améliorer la qualité de la participation et des résultats dans l'éducation formelle (par exemple, le Kenya) ; b) l'autre consiste à reconnaître et soutenir les formes alternatives d'enseignement de base qui répondent directement aux besoins des enfants défavorisés et marginalisés (par exemple la pédagogie du texte ; les approches de Tylay et AKT). Dans les deux cas, on considère qu'il est nécessaire de prévoir une collaboration intersectorielle étroite (voir le document de la SADC).

De plus en plus de pays ont commencé à reconnaître d'autres formes d'éducation et de formation, incluant l'éducation non formelle, les écoles coraniques et l'éducation en dehors des écoles comme par exemple l'école des bergers et l'école du marché.

La mise en œuvre d'une approche intégrée de façon à créer des systèmes d'éducation de base diversifiés mais équitables reste un problème majeur car ceux-ci demanderaient le dé-

veloppement, l'expansion et la subvention d'un certain nombre de formes d'éducation alternative, permettant aux jeunes défavorisés de passer d'un programme à l'autre en fonction des circonstances afin d'avoir accès à l'éducation supérieure et à la formation.

Mais il reste encore beaucoup de travail à faire. En effet, il existe encore des défis importants pour garantir l'équité et l'inclusivité des populations marginalisées. C'est de cela dont nous allons discuter.

### **Objectifs de la session parallèle**

Étant donné la complexité des questions traitées au cours de cette session, l'objectif est d'approfondir :

- les stratégies efficaces pour accroître l'inclusivité dans les écoles formelles conventionnelles
- la capacité et les limites du non formel en tant que réponse efficace et équitable
- les stratégies pour envisager la durabilité des enseignements alternatifs
- élaborer des dispositions spécifiques qui répondent aux besoins des populations marginalisées.

### **Panélistes :**

Fernand Sanou (Burkina Faso)  
Edivanda Mugarabi (Enfants du Monde)  
Gifty Guiella (CORADE)  
Evangeline Njoka (KENYA)  
Guidado Tahir (NIGERIA)  
Lomthie Mavimbela / Lynn van der Elst (CDAA)

Intervenants : Shirley Walters (UIL) et Amadou Wade Diagne (GTENF)

Contribution supplémentaire : Shem Bodo (GTGEAP)

### **Encadrement de la session**

Modérateur: Ibrahima Bah-Lalya (ADEA)  
Rapporteur: Fabienne Lagier (EdM)



---

**MERCREDI, 15 FEVRIER**

**7 :00 - 8 :45 - Réunions en marge (ces réunions se dérouleront en parallèle)**

1. Réunion constituante du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) (trois réunions restreintes en parallèle, les ordres du jour peuvent être obtenus auprès des organisateurs : Michelle Mesen)

L'objectif premier de la réunion serait de renforcer les communications avec les trois groupes africains du PME. La réunion couvrira également d'autres sujets d'intérêt pour le groupe, en fonction de ce qui est souhaité.

**Salle** : Laico Hotel (sur invitation)

2. La violence à l'école, Julia Napoli (ministère des affaires étrangères et européennes, France)

**Salle** : Centre de conférence international

**09:00 – 11:00 Session 3 - Axée sur le sous- thème 2**

- ST2-a: compétences pour l'employabilité et l'emploi
- ST2-b: CNC et reconnaissance des acquis préalables
- ST2-c: développement des compétences et emploi dans le secteur informel. Compétences pour le développement rural et le secteur agricole
- ST2-d: coûts et financements du DCTP

### **Description des sessions parallèles**

#### **ST2-a: Compétences pour l'employabilité et l'emploi**

Les résultats des études de cas nationales révèlent que beaucoup de pays se sont récemment lancés dans d'importantes réformes juridiques et politiques pour un système de fourniture holistique et souple du DCTP qui soit mieux coordonné et mieux géré. Ces initiatives de réforme ont pour objectif commun sous-jacent de disposer d'une organisation faîtière investie de fonctions et de pouvoirs législatifs pour réglementer et coordonner la formation, mais également donner des conseils sur toutes les questions relatives à la formation.

La session parallèle portera d'abord sur les conditions pour une plus grande cohérence dans la gouvernance du DCTP, tant au niveau central que local, et deuxièmement sur l'identification des secteurs de croissance et des insuffisances en matière de compétences, et troisièmement sur l'acquisition des « compétences employables ».

**Objectifs de la session parallèle :**

- Identifier les conditions favorables pour créer une gouvernance effective, holistique et cohérente du DCTP
- Discuter du rôle des instances décentralisées dans la gestion du DCTP
- Identifier les conditions favorables à l'implication du secteur privé dans la gestion des centres de formation de DCTP
- Discuter des questions pratiques et opérationnelles dans l'identification des secteurs de croissance et la mise en place d'un SIMT.
- Discuter de l'acquisition de compétences employables pour la croissance socio-économique

**Panélistes :**

Dan Baffour-Awuah (Ghana- COTVET)  
Abdelaziz Halleb (Tunisie)  
Franklyn Lisk (Consultant/Professeur, Université Warwick)  
Cheick Mady Traoré (PRODEFPE)

**Personnes ressource**

Khaled Raouani (Tunisie)  
Joel Tolo Dikgole (SETA-Afrique du Sud)

**Encadrement de la session :**

Moderateur: Carolyn Mendel-Anonuevo (UIL)  
Rapporteur: à déterminer

**ST2-b: CNC et reconnaissance des acquis préalables**

Un DCTP holistique et inclusif exige un système d'évaluation et de certification qui puisse valider et certifier les compétences et les qualifications acquises dans un autre environnement d'apprentissage formel, non formel ou informel. Les cadres nationaux de certification qCNC sont depuis longtemps considérés comme des outils effectifs pour l'harmonisation des acquis, la validation de l'apprentissage expérientiel et de façon générale la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage tout au long de la vie a un effet bénéfique sur le développement des compétences dans la mesure où les compétences de la population active peuvent être continuellement mises à niveau à travers une approche d'apprentissage tout au long de la vie. Ceci signifie également que les apprenants qui ont eu un accès limité à la formation dans le passé peuvent bénéficier d'une seconde chance de capitaliser sur leurs compétences et qualifications. Au niveau sous-régional, un système cohérent de reconnaissance mutuelle des compétences peut encourager la portabilité des compétences et des qualifications au-delà des frontières nationales et contribuer à l'intégration régionale en Afrique. Il n'est donc pas étonnant que le développement d'un cadre de certification figure parmi les priorités de l'agenda de réforme de l'éducation et de la formation d'un grand nombre de pays africains.

La session parallèle abordera les questions concernant le développement des cadres nationaux de certification pour encourager l'apprentissage tout au long de la vie et son impact sur le DCTP. Elle insistera également sur les étapes de la mise en place d'un mécanisme pour la reconnaissance des acquis.

**Objectifs de la session parallèle :**

- Discuter la valeur réelle et l'impact des CNC
- Discuter le rôle des CNQ pour encourager l'apprentissage tout au long de la vie

- Discuter les diverses influences coloniales sur le développement des CNC Identifier les étapes pratiques vers l'établissement d'un CNC pour les pays qui n'en ont pas
- Identifier les étapes pratiques vers la mise en place d'un mécanisme pour la reconnaissance des acquis

#### **Points qui seront traités par les membres du panel**

- Le développement d'un cadre national de certification: l'influence coloniale et les enseignements tirés de l'expérience d'autres pays
- Les cadres nationaux de certification et leur impact sur l'éducation et la formation
- La reconnaissance des acquis (RA) : le processus et les enseignements tirés des expériences de Maurice.

#### **Panélistes :**

James Keevy (SAQA)

Stefan Thomas (GIZ)

Kaylash Allgoo (MQA)

Personne Ressource : Hervé Huot-Marchand (UNESCO/BREDA)

#### **Encadrement de la session:**

Moderator: George Afeti

Rapporteur: à déterminer

### **ST2-c: Développement des compétences et de l'emploi dans le secteur informel : compétences pour le développement rural et le secteur agricole**

La modernisation et la restructuration de la fourniture du DTCP dans le secteur informel sont justifiées par le rôle dominant de l'apprentissage traditionnel et d'autres formes de formation aux compétences du secteur informel dans la fourniture de compétences pour l'économie informelle dans un grand nombre de pays d'Afrique. Les compétences dont ont besoin les jeunes déscolarisés, ceux qui ont quitté l'école prématurément et les adultes sont mieux traitées par les fournisseurs de formation du secteur informel. Les fournisseurs de formation du secteur formel sont souvent trop rigides dans leur fonctionnement et leurs programmes de formation, et sont mal équipés pour répondre aux besoins de formation spécifiques de ces catégories d'apprenants du secteur informel en termes de flexibilité dans la fourniture de formation, de méthodologie d'enseignement, d'exigences en matière d'admission et de langue d'enseignement.

Dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne, les fournisseurs de formation informelle et du secteur privé représentent le gros des opportunités pour toutes les catégories d'apprenants pour acquérir des compétences employables. Les apprentissages traditionnels, les O.N.G. et les organisations religieuses, et la formation sur le tas offrent plus d'opportunités pour le développement des compétences de la grande majorité des jeunes africains. En Afrique, l'emploi dans le secteur informel et le travail indépendant dominant, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

La session parallèle parlera de la modernisation du développement des compétences dans les secteurs informels et agricoles, et des expériences des O.N.G. et des organisations bilatérales dans le secteur.

#### **Objectifs de la session parallèle :**

- Mettre en lumière les pratiques innovantes dans la modernisation du secteur informel

- Mettre en lumière les mesures pour promouvoir le développement des compétences dans le secteur informel
- Mettre en lumière les pratiques innovantes et les réformes de la formation dans le secteur agricole
- Identifier les défis restants et proposer des mesures pour promouvoir la formation et l'emploi des jeunes dans le secteur agricole

#### **Membres du panel**

Andreas Koenig (GIZ)  
Ngone-Diop (Sénégal)  
Mogens Jensen (BU-Net)  
Igor Besson (Réseau FAR)

Personnes ressources : Mary-Luce Fiaux-Niada (SDC) et Dan Thankur (CIDA)

#### **Encadrement de la session:**

Modérateur: Adama Coulibaly  
Rapporteur: à confirmer

### **ST2-d: calcul des coûts et du financement du DCTP**

En Afrique subsaharienne, l'enseignement technique et professionnel coûte en moyenne quatre fois plus cher que l'enseignement secondaire général et dans certains cas 14 fois plus cher. La plupart des pays africains allouent des ressources plus importantes à leur secteur de l'enseignement primaire et supérieur qu'à l'éducation et la formation technique et professionnelle.

Il est évident que le financement public seul ne suffit pas. En outre, la question de mécanismes durables pour financer le développement des compétences en Afrique devient plus aiguë car de nombreux pays se sont lancés dans des réformes visant non seulement le système formel mais également des systèmes non formels et informels. On note que la création de fonds nationaux de formation dans de nombreux pays, souvent basés sur des taxes prélevées sur les salaires, a fourni des fonds supplémentaires au secteur. Cependant, se pose la question de leur efficacité et reste à savoir si les taxes prélevées sur les salaires permettent de générer suffisamment de fonds dans la mesure où un grand nombre de pays ont une assiette de l'impôt très limitée.

La capacité à déterminer le coût des programmes de formation ou des initiatives de nouvelle formation est une autre question. L'estimation des coûts est essentielle à la durabilité et à l'efficacité des ressources disponibles, tant humaines que matérielles. Un tel exercice n'est pas toujours de mise car les décideurs ou les autorités de formation ne disposent souvent pas des outils appropriés.

La session parallèle discutera d'approches innovantes pour financer le DCTP. Il y aura également une démonstration succincte du modèle de simulation pour calculer les coûts des programmes

#### **Objectifs de la session :**

- Mettre en lumière les mécanismes innovants et durables pour financer le DCTP
- Présenter le modèle de simulation des coûts conçus par le Pôle de Dakar et le Sénégal

**Membres du Panel :**

Boubakar Savadogo (Burkina Faso)

Kaviraj Sukon (Mauritius-HRDC)

Blandine Ledoux (Pôle de Dakar)

Personne ressource: délégué de l'AFD

**Encadrement de la session**

Modérateur: Baboucarr Sarr (BAD)

Rapporteur: à déterminer

11:00 – 11:30

*Pause café*

11:30 – 13:00

**Session plénière**

Président : à déterminer

- Compte rendu des sessions et discussions parallèles

Rapporteur : à déterminer

13:00 – 14:30

*Pause déjeuner*
**13:00 - 14:30 Réunions en marge : apprendre pour tous : stratégies de l'éducation 2020 de la Banque mondiale**

Elizabeth King, la directrice générale du secteur de l'éducation à la Banque mondiale, conduira une discussion sur la façon dont la nouvelle stratégie 2020 du secteur de l'éducation de la Banque mondiale modifie sa manière de travailler avec les pays et ce qu'elle va essayer d'accomplir au cours de la nouvelle décennie

**Salle**

Centre de conférence international

14:30 – 16:00

**Session plénière**

- Panel et démonstration sur les TIC et l'éducation :

Paul Gerin Lajoie &amp; groupe de réflexion de l'ADEA sur les TIC

16:00 – 16:30

*Pause-café*

16:30 – 18:00

**Session plénière**

Panel sur les questions concernant la jeunesse

**Description des sessions plénières****TIC et éducation****Objectif :**

Prouver le potentiel des TIC dans l'enseignement en classe et également se pencher sur la qualité de l'éducation dans différents cadres physiques. et géographiques/

**Panélistes :**

M. Ricaud Auckbur (Directeur TIC, ministère de l'éducation et des ressources humaines, Maurice)

Geneviève Puiségur-Pouchin (Présidente de Apréli@)

Joseph Nsengimana (Directr Corporate Affairs and Strategic Alliances, Africa - Intel)

François Gérin-Lajoie (Président de la Fondation Paul Gérin-Lajoie)

Patrick Lelorieux (Vice-Président de Smart Technologies)

Victor Kossi Kouma AGBEGNENOU (Directeur KA Technologies et RETICE)

### **Encadrement de la session**

Modérateur : M. Kaviraj Sharma SUKON (Mauritius College of the Air)

Rapporteur: à déterminer

## **Questions sur la jeunesse**

### **Objectifs:**

- Poursuivre la logique sous-jacente de la réunion de concertation cde Rabat au cours de laquelle l'ADEA s'est engagée à inclure les jeunes africains comme partie prenante importante dans le dialogue politique sur le développement des compétences et le développement durable.
- Souligner un des principes essentiels du développement durable : répondre aux besoins économiques et sociaux actuels sans compromettre ceux des générations futures ;
- Donner l'opportunité aux jeunes africains de s'impliquer directement avec les décideurs dans le développement des questions relatives à l'éducation et à la formation. Ils pourront ainsi expliquer les défis auxquels ils sont confrontés pour trouver un emploi rémunérateur et gratifiant tout en contribuant au développement durable de leur continent.

### **Résultats escomptés**

- Les jeunes africains sont reconnus comme des parties prenantes importantes organisées dans le dialogue politique sur l'éducation et le développement de la formation, capables d'élaborer des recommandations de politiques et de s'engager à apporter une contribution constructive au développement durable de l'Afrique ;
- Les visions sociales, économiques et culturelles présentées par la jeunesse africaine sont partagées, discutées et intégrées dans l'agenda et le suivi de la Triennale ;
- Les valeurs éthiques et citoyennes mentionnées par les jeunes à Rabat sont considérées comme partie intégrante des compétences essentielles que chaque jeune africain doit posséder et prouver ;
- Les problèmes du chômage décrit par la jeunesse sont discutés et intégrés dans les cadres de suivi qui seront envoyés au niveau national et international par les gouvernements et d'autres partenaires importants du développement - en d'autres termes, pour s'assurer que « la génération actuelle confrontée à une situation de chômage important ne sera pas une génération sacrifiée ».

### **Panélistes :**

Marie Tamoifo (Fondatrice de Jeunesse verte du Cameroun)

Chandelle Kaosnga (Africa 2.0)

Cynthia Mosunmola Umoru (Jeune Entrepreneure)

Mamadou Toure (Fondateur dAfrica 2.0)

Intervenant : S.E. Achille Marie Joseph Tapsoba Ministre de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi (Burkina Faso)

**Encadrement de la session :**

Modérateur: Annick-Laure Tchuenden (Volunteer Corp Strategy et Planning AU Youth)

Rapporteur: à déterminer

**18:15-20:00 – Cocktail organisé par le Partenariat mondial pour l'éducation pour les Ministres de l'éducation, les secrétaires généraux – et/ou leurs représentants désignés UNIQUEMENT**

**JEUDI 16 FEVRIER****7:00-8:45 -- Réunions en marge (ces réunions se dérouleront en parallèle)**

1. Rapport phare sur l'emploi en Afrique **Salle** : Centre de conférence international  
Contact : Peter Materu (Banque mondiale)

1. Suivi & évaluation du secteur de l'éducation : Session de réflexion (PME) **Salle** : Centre de conférence international  
Contact : Douglas Lehman (PME)

**09:00 – 18:00 Session 4 - Axée sur le sous-thème 3 (4 sessions parallèles) et Forum des ministres africains**

09:00 – 11:00 **Sessions parallèles et Forum des ministres (session restreinte qui se tiendra en parallèle des sessions du sous-thème 3)**

- ST3-a: élaboration d'une politique STI, intégration et application au niveau national
- ST3-b: qualité, recherche et développement, innovation et enseignement tertiaire en Afrique
- ST3-c: jeunesse, technologie & science et création d'emplois : DCTP de haut niveau et transformation économique
- ST3-d: construire et renforcer la coopération régionale
- Session de travail sur les TIC (groupe de réflexion de l'ADEA sur les TIC)

11:00 – 11:30

*Pause café*

**Description des sessions****ST3-a:Elaboration d'une politique STI, intégration et mise en œuvre au niveau national**

Cette session parallèle portera sur les questions concernant l'élaboration des politiques et programmes aux niveaux continental (UA/NEPAD, UNECA), régional (COMESA, CEA, CE-DEAO, SADC, etc.), national et institutionnel. La session se penchera sur les approches et les modalités de l'élaboration des politiques et programmes à tous les niveaux et avec quels résultats. Les discussions porteront également sur les questions de création d'instituts de STI, le financement de la R&D, le renforcement des capacités, l'intégration des sciences et de la technologie dans les visions nationales et l'agenda national ; et les mécanismes de mise en œuvre, de suivi, et la formulation d'indicateurs de succès.

## **Objectifs :**

- Évaluer les principales étapes dans l'élaboration des politiques STI en Afrique, et l'aptitude de ces politiques et programmes à répondre aux besoins d'un développement socio-économique durable.
- Évaluer la façon dont les politiques et programmes élaborés au niveau continental se répercutent au niveau national, régional et institutionnel,
- Comprendre comment se situent les priorités de la politique nationale par rapport aux besoins spécifiques aux niveaux national, régional et continental, et accroître la compétitivité internationale.
- Comprendre comment le financement de la R&D permet de respecter les engagements et de répondre aux besoins de développement des capacités en STI.
- Comprendre comment mettre en place les indicateurs de performance, les mesures de succès et les comparaisons

## **Panélistes :**

Prof. Berhanu Abegaz (directeur exécutif d'AAS)

Dr. Shamila Nair-Bedouelle (Chef de l'Unité, Division des politiques scientifiques et du développement durable, UNESCO)

Dr. M Coulibaly, Directeur de Division (BAD)

Prof. Brehima Tounkara, Directeur de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle (UEMOA)

Dr. Mwangi Kiburi, Ministère de l'enseignement supérieur, des sciences et de la technologie

## **Encadrement de la session:**

Modérateur : Prof. Mohamed Hassan, ancien Directeur exécutif de TWAS

Rapporteur: à déterminer

## **ST3-b: Qualité, recherche et développement, innovation et éducation tertiaire en Afrique**

Les investissements publics et privés dans l'éducation tertiaire sont essentiels au développement, à l'acquisition et à l'utilisation des capacités scientifiques et technologiques et du développement socio-économique durable de l'Afrique. Comme dans les institutions tertiaires on trouve une forte concentration d'expertises de haut niveau ainsi que l'infrastructure scientifique et technologique, ces institutions sont donc des composantes indispensables de la recherche et du développement au niveau national et des systèmes d'innovation. Les discussions porteront sur l'efficacité des institutions tertiaires et en particulier des universités de recherche pour remplir leur mandat.

Comment les institutions tertiaires contribuent-elles aux attentes sociétales à travers la formation de scientifiques, de technologies, produisant la recherche et les innovations nécessaires, et établissant un lien entre leurs résultats et les secteurs productifs de la société ? Comment les pays africains maximisent-ils les contributions de l'éducation tertiaire à la recherche et au développement rôle des mécanismes d'AQ dans le maintien de la qualité, l'établissement des Centres d'excellence, le développement de la différenciation dans l'ES, l'utilisation des TIC, la création de communautés dynamiques, d'échanges régionaux et sud-sud, la contribution de la Diaspora, etc.)?

### Objectifs :

La session parallèle portera essentiellement sur quatre points qui sont essentiels pour le renforcement des capacités nationales pour l'acquisition des connaissances scientifiques et technologiques, les innovations et les processus d'utilisation dans la société :

- Renforcer la capacité des sciences et de la technologie dans les institutions tertiaires : nécessité d'une approche équilibrée au niveau des inscriptions et de l'allocation de compétences, et de temps et de ressources pour la recherche et le développement.
- Qualité et assurance qualité : l'amélioration de la qualité de l'éducation fournie dans les institutions tertiaires en mettant plus particulièrement l'accent sur le rôle des arrangements institutionnels, des instances réglementaires nationales et de la coopération régionale dans l'assurance qualité (AQ).
- Construire et renforcer des COEs, pour améliorer les capacités et les résultats de R&D.
- Liens secteurs productifs-universités : renforcer, repenser et maximiser les liens entre l'université et les secteurs productifs de l'économie en étudiant le comment et à travers quel processus.

### Panélistes :

Dr. Mohamed Cherif Diarra (Coordonnateur du GTGEAP)

Prof. Mayunga Nkunya (IUCEA)

Prof. Hatem Mhenni (Ecole Supérieure de Commerce de Tunis)

Dr. Heike Edelmann-Okinda (Directeur du bureau du Ghana du DAAD - Deutscher Akademischer Austauschdienst)

Prof. John Ssebuwufu (AUA)

### Encadrement de la session:

Modérateur : Dr. Sibry Tapsoba, Représentant de la BAD, Caire, Egypte

Rapporteur: à déterminer

### ST3-c: Jeunesse, technologie & science et création d'emplois : DCTP de niveau supérieur et transformation économique

Les populations africaines sont en majorité jeunes. Néanmoins, elles sont très différentes en termes de performances éducatives, de valeurs, de formation et de compétences scientifiques et technologiques, et de type d'engagement dans l'économie. Ainsi, les pays africains sont confrontés à de sérieux problèmes pour répondre aux besoins différenciés de la jeunesse au niveau des connaissances et compétences scientifiques et technologiques, des opportunités d'entrepreneuriat, d'emplois et de subsistance. Ces préoccupations soulèvent des questions non seulement sur le modèle économique de développement adopté dans chaque pays, mais également sur la formation des compétences chez les jeunes pour maximiser leur utilisation des S&T, encourager la création d'emplois, l'entrepreneuriat et l'innovation dans le contexte d'un héritage riche en ressources naturelles.

Il y a également la question de la pertinence des programmes de formation proposés par diverses institutions dans les pays africains, et l'employabilité des diplômés de ces écoles. Il est donc nécessaire de tirer les enseignements des expériences locales à ce niveau et également des expériences d'autres pays en Asie, en Europe et en Amérique du Nord. Par exemple, les institutions africaines d' EFTP peuvent tirer des enseignements du concept de collèges communautaires en Amérique du Nord. Par exemple, l'approche du développement des concepts dans les collèges communautaires au Canada basé sur le principe selon lequel « tout le monde peut apprendre »- un modèle bien adapté pour non seulement fournir et

apporter les compétences nécessaires aux nouveaux apprenants pour obtenir un emploi, mais également pour accroître les compétences actualisées, et multiplier les compétences des travailleurs dans un contexte d'apprentissage tout au long de la vie. De plus, l'articulation entre les collèges communautaires et les universités garantit que les apprenants peuvent développer leurs compétences au niveau le plus élevé possible.

**Objectifs :**

Cette session parallèle discutera de la façon dont les jeunes peuvent acquérir les compétences appropriées pour un emploi à haut niveau, pour apporter une valeur ajoutée et pour créer des emplois. Les discussions porteront sur :

- La façon dont l'Afrique peut transformer « la bulle démographique de la jeunesse » en une main-d'œuvre compétitive possédant les compétences les plus pointues nécessaires pour s'adapter à la technologie et à l'innovation, à la transformation des systèmes nationaux de production et d'industrialisation.
- Quelles politiques et stratégies adopter pour le développement des besoins de connaissances et compétences de base et également à plus haut niveau (DCTP) chez les jeunes ?
- Quelles leçons et expériences l'Afrique peut-elle tirer du modèle canadien de collèges communautaires pour encourager l'acquisition de compétences appropriées chez les jeunes, et les préparer à l'évolution rapide des besoins en connaissances et compétences pour le développement économique ?
- Quelles interventions stratégiques doivent-elles être entreprises par les gouvernements, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour créer un environnement propice pour les jeunes afin d'acquérir et d'utiliser le savoir-faire STI pour le développement durable ?

**Panélistes :**

Dr. Kilemi Mwiria (Ministre adjoint, Ministère de l'éducation supérieure, de la science et de la technologie, Kenya)

Mme Efiya Assignon (CCNB)

Mme. Marie-Josée Fortin (ACCC)

M. L. Steven Obeegadoo, MP. (ancien Directeur, Education pour tous)

**Encadrement de la session**

Modérateur : Prof. A. Ouahab, Directeur, MET

Rapporteur: à déterminer

**ST3-d: Construire et renforcer la coopération régionale**

La coopération et la collaboration régionale sont essentielles pour l'Afrique pour réaliser son agenda STI. Alors que les gouvernements africains accordent une valeur importante au STI, ils sont confrontés à des problèmes et des contraintes importantes dans la mise en œuvre de l'agenda régional de coopération.

**Objectifs :**

Les discussions sur ce point seront axées sur la façon dont les pays africains peuvent renforcer la coopération régionale pour maximiser les ressources limitées et les capacités à faire face aux principaux défis du développement en Afrique dans des domaines comme la santé, l'eau, l'énergie, le changement climatique, etc. Les discussions porteront également

sur la coopération future qui pourrait se développer entre les institutions existantes, les programmes et le renforcement des capacités ; et comment la collaboration avec les partenaires du développement et les institutions internationales peut renforcer la coopération régionale attendue dans le développement des STI.

**Panélistes :**

Jean-Jacques Nyirubutama (UNECA)

Tichaona Pesanayi, Gestionnaire de Programme (Programme d'éducation environnementale régional de la CDAA)

Lomthandazo Mavimbela (SADC)

Baboucarr Sarr (Responsable, Education, BAD)

Jussi Karakoski (Conseiller de l'éducation, Ministère des affaires étrangères)

**Encadrement des sessions:**

Modérateur : Ingrid Jung (GIZ Allemagne)

Rapporteur : à déterminer



11:30 – 13:00	<b>Session plénière</b>	- Compte rendu des sessions et des discussions parallèles	Rapporteurs
13:00 – 14:30	<i>Pause déjeuner</i>		
14:30 – 16:00	<b>Session plénière</b>	- Secteur privé et croissance inclusive : nécessité d'avoir un cadre macro-économique et rôle de l'éducation et de la formation	Animée par Richard Walther
16:00 – 16:30	<i>Pause café</i>		
16:30 - 18:00	<b>Session plénière</b>	- Table ronde sur le rôle essentiel des femmes dans le développement durable : implications pour l'éducation et la formation	Présentée par Aïcha Bah Diallo- (Présidente deFAWE)
19:30 -	<i>Dîner de gala offert par l'ADEA</i> <i>Défilé de mode pour la paix et l'éducation</i> <i>Commémoration du 20e anniversaire du Forum des Educatrices Africaines (FAWE)</i>		

### **Description des sessions plénières**

#### **Secteur privé et croissance inclusive : nécessité d'avoir un cadre macro-économique et rôle de l'éducation et de la formation**

Le processus de consultation du secteur privé a clairement démontré les défis que le DCTP doit affronter pour produire les compétences et les qualifications essentielles nécessaires pour promouvoir et accélérer un développement durable.

Les défis peuvent se résumer comme suit :

- absence de pertinence des systèmes d'éducation et de formation qui ne sont pas en phase avec les besoins directs des entreprises et de la société ;
- approche basée sur l'offre et non sur la demande ;
- absence de partenariat entre les formateurs/enseignants et les gestionnaires des projets et filières EFTP (qui fonctionnent en silos) et les entreprises ainsi que les organisations professionnelles ;
- séparer les compétences acquises par les jeunes (qui sont essentiellement au chômage ou travail dans l'économie informelle) et les besoins réels de compétences et les emplois sur le marché du travail ;
- presque pas de formation de la population active (artisans, agriculteurs) et absence dramatique d'apprentissage tout au long de la vie ;
- pas de réponse réelle aux contraintes en matière de compétences dans les domaines nouveaux et émergents de l'activité professionnelle;

- trop peu de ressources allouées par les autorités publiques au DCTP et engagements insuffisants du secteur privé (formation basée sur le travail et l'apprentissage) pour faire face aux immenses besoins de développement des compétences.

### **Objectifs / résultats escomptés**

- Donner une vue claire des défis auxquels la Triennale doit répondre pour promouvoir les compétences critiques pour un développement économique durable des pays de l'Afrique.
- Les types de compétences actuellement nécessaires pour le secteur privé sont présentés et discutés (industrie manufacturière, agro industrie, énergies renouvelables, industrie des services). Les emplois et les compétences du futur sont également discutés.
- Mettre en lumière et expliquer les initiatives prises pour concevoir et mettre en œuvre des compétences essentielles
- Les points de vue sur les politiques et réformes DCTP souhaitées sont exprimés et discutés par les membres du panel.
- Des engagements importants pris par le secteur privé au niveau de la co-conception, de la co-application et du cofinancement, dans les partenariats avec les autorités publiques, les projets et voies DCTP innovants et à valeur ajoutée aboutissant au développement durable de l'Afrique sont présentés et discutés par les membres du panel.

### **Panélistes :**

Futhi Mtoba (Président: Business Unity South Africa)

Tracy Pienaar (Private Investors in Africa, Responsable de Learning & Development for Africa, L&D Centre of Excellence, Standard Bank Africa)

Assitan Traoré (Président, FNAM).

Franck Tapsoba (Directeur Général, CCI du Burkina Faso)

Abdelaziz Halleb (Vice-Président de FEDELEC)

Intervenant : S.E. Albert Flinde, Ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (Côte d'Ivoire)

### **Encadrement de la session**

Modérateur : Richard Walther

Rapporteur : à déterminer

### **Rôle important des femmes dans le développement durable : implications pour l'éducation et la formation**

L'absence de participation et de représentation adéquate des femmes dans le système d'éducation en Afrique explique l'absence des femmes à des positions de direction dans leurs diverses communautés. Dans ce cadre, le FAWE s'est lancé dans une initiative de recherche pour renforcer la recherche sur le genre afin d'améliorer l'éducation des filles et des femmes en Afrique. L'objectif ultime étant d'utiliser la recherche comme outil efficace basé sur les preuves pour le plaidoyer en faveur de la promotion des femmes dans le développement durable. Cette initiative, qui est appuyée par la coopération norvégienne (NORAD),

s'est penchée sur certains des problèmes auxquels les femmes sont confrontées dans l'éducation supérieure.

La première phase de cette initiative a été menée avec cinq (5) universités. Les études entreprises dans le cadre de cette première phase ont identifié les inégalités entre les sexes dans les institutions d'enseignement supérieur, ce qui constitue un facteur important contribuant à la marginalisation des femmes.

### **Objectifs de la discussion du panel FAWE**

L'objectif du FAWE dans cette discussion de panel est de partager les leçons apprises et ses expériences sur l'élargissement de la participation des femmes au développement durable à travers l'éducation en Afrique.

### **Panélistes :**

S.E. Bernadette Legzim-Balouki (Ministre de l'éducation primaire et secondaire et de l'alphabétisation, Togo / Membre du Comité exécutif du FAWE)

Marie Lydia Toto Raharimalala (Présidente de la Commission Genre et développement pour le Conseil suprême de la transition de Madagascar / Vice-présidente du Comité exécutif pour l'Afrique du FAWE)

Prof. Fatou Sarr Sow (Directeur du Laboratoire sur le genre et la recherche scientifique, Sénégal / Membre du Comité exécutif du FAWE)

Daphne Nawa Chimuka (Coordonnateur national du FAWE, Zambie)

Thioye Bébé (Enseignant au Centre d'excellence du FAWE, Burkina Faso)

Faith Metiaki (Bénéficiaire FAWE, Kenya)

### **Encadrement de la session:**

Modérateur : Virgilio Juvane

Rapporteur : à confirmer

**VENDREDI 17 FEVRE****7:00-8:45 – Réunions en marge (toutes les réunions se tiendront en parallèle)**

1. Etudier le Benchmarking du développement de la population active : une nouvelle approche de la Banque mondiale, Jee-Peng Tan (Banque mondiale)

**Salle :**

Centre de conference international

Dans le monde d'aujourd'hui intégré sur le plan économique et mû par la technologie, un système de développement de la force de travail (WfD) qui fonctionne bien est un atout qui peut aider les économies à être compétitives et à croître en offrant aux nouveaux travailleurs des compétences actualisées qui permettent aux entreprises d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Ce système est mis en œuvre dans le cadre d'une initiative plus vaste de la Banque mondiale sur l'évaluation des systèmes et l'étude des résultats de l'éducation (SABER) et partage les objectifs de l'initiative de créer des outils de diagnostic pour évaluer le fonctionnement d'un système d'éducation et de formation à la lumière des meilleures pratiques internationales, et de ce qui pourrait être fait pour améliorer les résultats. Outre l'aperçu général du programme WfD, cette présentation examinera succinctement les cas du Chili, de Singapour, de Corée et d'Uganda et permettra un aperçu des applications éventuelles de la deuxième génération du programme.

2. Neurosciences cognitives pour le développement des compétences : Implications pour le capital humain africain, Helen Abadzi (GPE)

**Salle :** Centre de conférences International**09:00 – 18:00 Session 5 - Environnements et facteurs propices- Sessions plénières**

09:00 – 10:30 **Session Plénière 1** Modérateur : Ahlin Byll-Cataria

- Ethique, valeurs et gouvernance : le cœur du développement durable

10:30 – 11:00 *Pause café*

11:00 – 13:00 **Session Plénière 2**

- Créer et soutenir des partenariats clés : public, privé et acteurs de la société civile et cadres de coopération sous-régionale et régionale

13:00 – 14:30 *Pause déjeuner*

14:30 – 16:00 **Session Plénière 3**

Développer un cadre de suivi de la Triennale : rôles et responsabilités

Panélistes :  
Mamadou Ndoye (Coordinateur général de la Triennale)  
Richard Walther (Coordinateur général de la Triennale)  
Hamidou Boukary (Spécialiste en Chef de l'éducation, ADEA)  
S.E. Hadiza Noma Ngade (Ministre de la formation professionnelle et du travail, Niger)

Modérateur : Dzingai Mutumbuka (Président du Comité directeur de l'ADEA)

---

16:00 – 16:30 *Pause café*

---

16:30 – 18:00 **Perspectives et Clôture**

Modérateur : Dzingai MUTUMBUKA

Ahlin Byll-Cataria (Secrétaire exécutif de l'ADEA), 1 représentant de chaque partie prenante (Ministres, agences de développement, Jeunes, Secteur privé, société civile ...)

Cérémonie de clôture

Remarques de clôture :

S.E. Sam Onger (Ministère de l'éducation, Science & Technologie / Président du Bureau des Ministres ADEA)  
Dzingai Mutumbuka (Président de l'ADEA)  
Koumba Boly Barry (Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation- Burkina Faso/ Membre du Bureau des ministres de l'ADEA)  
S.E. Beyon Luc Adolphe Tiao (Premier Ministre du Burkina Faso)

## Description des sessions du panel

### Ethique, valeurs et gouvernance: le cœur du développement durable

Les questions de gouvernance, d'éthique et de valeurs sont au cœur du développement durable. Les problèmes de développement de l'Afrique sont essentiellement liés à l'inefficacité de la gouvernance, la détérioration de l'éthique et des valeurs au niveau individuel et institutionnel. Ce panel se concentrera sur la façon de retrouver des valeurs morales et une bonne gouvernance.

#### Panélistes :

S.E. Koumba Boly Barry (ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation du Burkina Faso/ Membre du Bureau des ministres de l'ADEA)  
Abbé Jacques Seck (spécialiste du dialogue interreligieux)  
Martine Libertino (écrivain, philosophe et médiateur)  
Kamel Ayadi (Président fondateur du Comité anti-corruption FMOI)

Intervenant : MonsieurAmbassadeur Hanachi (ancien diplomate tunisien)

Encadrement de la session:

Modérateur : Ahlin Byll-Cataria (Secrétaire exécutif de l'ADEA)

Rapporteur: TBD

### Former et soutenir les partenariats importants : public, privé et acteurs de la société civile et cadre de coopération sous régionale, régional et international

Le développement durable ne peut être réalisé sans partenariat solide et pérenne entre les acteurs importants depuis la base jusqu'au domaine public et privé. Ce panel essaiera de proposer des politiques et stratégies pour construire de tels partenariats.

#### Membres du Panel :

S.E. Rosalie Kama-Niamayoua (ministre de l'éducation primaire et secondaire en charge de l'alphabétisation/ Présidente du Bureau et du Forum des ministres)  
S.E. Haroun Ali Suleiman (Ministre du travail, de l'économie, de l'autonomisation et de la coopérative, Zanzibar)  
Abdoulaye ISSAKA MAGA (Directeur, ECOWAS)  
Anne ZWAHLEN (Assistant Directeur pour la division de l'Afrique de l'Ouest -SDC)  
Gcina HLOPHE (PDG- Fondation UMLAMBO)  
Futhi MTOBA (représentant du secteur privé, Afrique du Sud)  
Prof. Ki-Seok KIM, Corée du Sud

Intervenant: Birger FREDRIKSEN, ancien membre du Comité directeur de l'ADEA

#### Encadrement des sessions:

Modérateur : Mamadou Ndoye

Rapporteur : à confirmer

---

**SAMEDI 18 FEVRIER**

---

**9:00-13:00 – Réunion du Comité directeur de l'ADEA (restreinte)**

**14:00-17:00 – Réunion de concertation sur le PACTED (restreinte)**

**Mazungumzo ya Elimu ya Uongozi na Mabadiliko**

**حوار في التربية لأجل القيادات و التغيير**

**Dialogue on education for leadership and change**

**Dialogue sur l'éducation pour le leadership et le changement**

**Diálogo sobre a educação para o leadership e a mudança**



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)  
Banque africaine de développement (BAD) - Agence temporaire de relocalisation (ATR)  
13 avenue du Ghana - BP 323 - 1002 Tunis - Belvédère - Tunisie  
Tel: +216/ 71 10 39 86 - Fax: +216/ 71 25 26 69 - E-mail: [adea@afdb.org](mailto:adea@afdb.org)  
Lien facebook : <http://www.facebook.com/pages/ADEA-2012-Triennale/370391529643372>

[www.adeanet.org/Triennale](http://www.adeanet.org/Triennale)



twitter